

COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE

1932.
Le 2 août.
Rôle général
nos 52 et 53.

STATUT JURIDIQUE DU TERRITOIRE
DU SUD-EST DU GROËNLAND

ORDONNANCE DU 2 AOÛT 1932

XXV^{me} SESSION

1932

XXVth SESSION

ORDER OF AUGUST 2nd, 1932

PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE.

1932.
August 2nd.
General list:
Nos. 52 and 53.

LEGAL STATUS
OF THE SOUTH-EASTERN TERRITORY
OF GREENLAND

COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE

ORDONNANCE RENDUE A LA DATE DU 2 AOÛT 1932

VINGT-CINQUIÈME SESSION

2 août 1932.

AFFAIRE RELATIVE AU STATUT
JURIDIQUE DU TERRITOIRE DU SUD-EST
DU GROËNLAND

Présents : MM. ADATCI, *Président* ; GUERRERO, *Vice-Président* ;
le baron ROLIN-JAEQUEMYS, le comte ROSTWO-
ROWSKI, FROMAGEOT, DE BUSTAMANTE, ALTAMIRA, ANZI-
LOTTI, URRUTIA, sir CECIL HURST, MM. SCHÜCKING,
NEGULESCO, Jhr. VAN EYSINGA, M. WANG, *juges* ;
MM. VOGT et ZAHLE, *juges ad hoc*.

La Cour,

ainsi composée,
après délibéré en Chambre du Conseil,

Rend l'ordonnance suivante :

Vu les articles 40 et 48 du Statut de la Cour ;

Vu les articles 32, 33, 34, 35 et 39 du Règlement de la
Cour ;

Considérant que, par lettre du 18 juillet 1932, le chargé
d'affaires de Norvège à La Haye a fait parvenir au Greffier
de la Cour une requête, avec demande de mesures conserva-
toires, introduisant contre le Gouvernement danois une instance
relative au statut juridique de certaines parties du territoire
sud-est du Groënland ;

PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE

1932.
 August 2nd.
 General list:
 Nos. 52 and 53.

ORDER MADE ON AUGUST 2nd, 1932.

TWENTY-FIFTH SESSION.

August 2nd, 1932.

CASE CONCERNING THE LEGAL STATUS
 OF THE SOUTH-EASTERN TERRITORY
 OF GREENLAND

Before: MM. ADATCI, *President*; GUERRERO, *Vice-President*;
 Baron ROLIN-JAEQUEMYS, Count ROSTWOROWSKI,
 MM. FROMAGEOT, DE BUSTAMANTE, ALTAMIRA, ANZI-
 LOTTI, URRUTIA, Sir CECIL HURST, MM. SCHÜCKING,
 NEGULESCO, Jhr. VAN EYSINGA, M. WANG, *Judges*;
 MM. VOGT and ZAHLE, *Judges ad hoc*.

The Court,

composed as above,
 after deliberation,

Delivers the following Order:

Having regard to Articles 40 and 48 of the Statute of the
 Court;

Having regard to Articles 32, 33, 34, 35 and 39 of the
 Rules of Court;

Whereas, by a letter dated July 18th, 1932, the Norwegian
 Chargé d'affaires at The Hague transmitted an application
 to the Registrar of the Court, together with a request for
 interim measures of protection, instituting proceedings against
 the Danish Government in regard to the legal status of
 certain parts of South-Eastern territory of Greenland;

Considérant que la requête, datée du même jour, est signée par ledit chargé d'affaires ;

Considérant que celui-ci a informé le Greffier qu'il avait pleins pouvoirs d'agent du Gouvernement norvégien près la Cour dans l'affaire dont il s'agit ;

Considérant que la requête indique le domicile élu par le Gouvernement norvégien au siège de la Cour pour toutes notifications et communications relatives à l'affaire ;

Considérant que la requête indique l'objet du différend, les faits qui y ont donné naissance ainsi que la chose demandée ;

Considérant, dès lors, que ladite requête satisfait aux conditions de forme établies dans le Statut et dans le Règlement de la Cour ;

Considérant que la requête invoque les déclarations d'adhésion de la Norvège et du Danemark à la disposition facultative de l'article 36, alinéa 2, du Statut de la Cour relative à l'acceptation de la juridiction de la Cour comme obligatoire ;

Considérant que, selon la requête, l'objet du différend est la situation créée par le fait que, par décret royal du 12 juillet 1932, le Gouvernement royal de Norvège a soumis à la souveraineté de la Norvège le territoire sud-est du Groënland situé entre 63° 40' et 60° 30' de latitude nord ;

Considérant, d'autre part, que, par lettre du 18 juillet 1932, le ministre de Danemark à La Haye a fait parvenir au Greffier de la Cour une requête introduisant une instance contre le Gouvernement norvégien au sujet du statut juridique de certaines parties du Groënland du Sud-Est ;

Considérant que la requête, datée du même jour, est signée par ledit ministre ;

Considérant que, selon les termes de la requête, le Gouvernement danois se réserve d'adresser ultérieurement à la Cour une communication relative à la désignation de son agent ;

Considérant que, par lettre du 25 juillet 1932 du ministre de Danemark à La Haye, la Cour a été notifiée que M. de Scavenius et M. K. Steglich-Petersen ont été désignés pour remplir les fonctions d'agents du Gouvernement danois près la Cour dans l'affaire ;

Whereas the application, which bears the same date, is signed by the said Chargé d'affaires ;

Whereas the latter informed the Registrar that he possessed full powers as Agent of the Norwegian Government before the Court in the case in question ;

Whereas the application mentions the address selected by the Norwegian Government at the seat of the Court for all notices and communications relating to the case ;

Whereas the application states the subject of the dispute and the facts which have given rise to it, and indicates the claim ;

Whereas, in consequence, the said application fulfils the formal requirements of the Statute and Rules of the Court ;

Whereas the application cites the declarations whereby Norway and Denmark have acceded to the optional clause referred to in Article 36, paragraph 2, of the Court's Statute, regarding the acceptance of the compulsory jurisdiction of the Court ;

Whereas, according to the application, the subject of the dispute is the situation arising from the fact that by the Royal Decree of July 12th, 1932, the Royal Norwegian Government has placed the South-Eastern territory of Greenland, between latitudes 63° 40' and 60° 30' North, under the sovereignty of Norway ;

Whereas, on the other hand, by a letter dated July 18th, 1932, the Minister of Denmark at The Hague transmitted an application to the Registrar of the Court, instituting proceedings against the Norwegian Government in regard to the legal status of certain parts of South-Eastern Greenland ;

Whereas the application, which bears the same date, is signed by the said Minister ;

Whereas, according to the application, the Danish Government intends to make a subsequent communication to the Court with regard to the appointment of its Agent ;

Whereas, by letter of July 25th, 1932, from the Danish Minister at The Hague, the Court was informed of the appointment of MM. de Scavenius and K. Steglich-Petersen as the Danish Government's Agents with the Court for the suit in question ;

Considérant que la requête du Gouvernement danois indique le domicile élu au siège de la Cour par ce Gouvernement pour toutes communications et notifications relatives à l'affaire ;

Considérant que la requête indique l'objet du différend, les faits qui y ont donné naissance ainsi que la chose demandée ;

Considérant, dès lors, que ladite requête satisfait aux conditions de forme établies dans le Statut et dans le Règlement ;

Considérant que la requête du Gouvernement danois invoque les déclarations d'adhésion du Danemark et de la Norvège à la disposition facultative de l'article 36, alinéa 2, du Statut de la Cour ;

Considérant que, selon la requête danoise, l'objet du différend est le fait que, par une proclamation royale en date du 12 juillet 1932, le Gouvernement norvégien a déclaré avoir procédé à l'occupation du territoire entre 63° 40' et 60° 30' de latitude nord sur la côte orientale du Groënland ;

Considérant, dès lors, que les deux requêtes norvégienne et danoise ont le même objet ;

Considérant que la situation devant laquelle la Cour se trouve ainsi placée se rapproche, au point de vue de la procédure, sensiblement de celle qui existerait si elle se trouvait saisie par les deux Gouvernements parties en cause d'un compromis contenant, avec l'indication de l'objet du différend, les demandes divergentes des Parties ;

Considérant qu'en tout cas il y a lieu de joindre les deux requêtes et d'admettre en même temps que les deux Gouvernements requérants occupent à la fois la position de demandeur et de défendeur ;

Considérant que, par une lettre au Greffier de la Cour en date du 22 juillet 1932, le ministre de Danemark à La Haye a suggéré, au nom de son Gouvernement, que la Cour fixe les délais dans la procédure instituée par la requête du 18 juillet 1932 indépendamment des délais fixés dans la procédure instituée par la requête du 11 juillet 1931, de telle sorte que le Gouvernement danois n'ait pas à présenter son Mémoire dans la nouvelle instance avant la fin de la procédure écrite dans l'instance actuellement en cours ;

Whereas the Danish Government's application contains the address selected by that Government at the seat of the Court for all notices and communications relating to the case ;

Whereas the application states the subject of the dispute and the facts which have given rise to it, and indicates the claim ;

Whereas, in consequence, the said application fulfils the formal requirements of the Statute and Rules of Court ;

Whereas the Danish Government's application cites the declarations whereby Denmark and Norway have acceded to the optional clause of Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Court ;

Whereas, according to the Danish application, the subject of the dispute is the fact that in a Royal Proclamation dated July 12th, 1932, the Norwegian Government announced that it had proceeded to occupy the territory on the Eastern coast of Greenland, situated between latitudes 63° 40' and 60° 30' North ;

Whereas it follows that both the Norwegian and Danish applications are directed to the same object ;

Whereas the situation with which the Court has to deal closely approximates, so far as concerns the procedure, to that which would arise if a special agreement had been submitted to it by the two Governments, parties to the dispute, indicating the subject of the dispute and the differing claims of the Parties ;

Whereas, in any case, the two applications should be joined and the two applicant Governments held to be simultaneously in the position of Applicant and Respondent ;

Whereas, by a letter to the Registrar of the Court dated July 22nd, 1932, the Danish Minister at The Hague has suggested, on behalf of his Government, that the Court should fix the time-limits for the proceedings instituted by the application of July 18th, 1932, independently of the time-limits fixed for the proceedings instituted by the application of July 11th, 1931, so that the Danish Government would not have to submit its Case in the new suit before the conclusion of the written proceedings in the suit now in progress ;

Considérant que, par lettre du 26 juillet 1932, l'agent du Gouvernement norvégien a fait une suggestion identique ;

Considérant, dès lors, eu égard aux dispositions de l'article 32 du Règlement, qu'il n'y a pas lieu, du moins quant à présent, de joindre à l'instance relative au statut juridique de certaines parties du Groënland oriental, instituée le 11 juillet 1931, l'instance relative au statut juridique de certaines parties du Groënland du Sud-Est instituée le 18 juillet 1932 ;

Considérant que, dans leurs lettres concordantes des 22 et 26 juillet 1932, les agents des Parties ont exprimé l'espoir qu'en fixant les délais, la Cour prenne en considération que la partie de principe de la question a déjà été traitée dans l'instance instituée par la requête du 11 juillet 1931, un fait qui pourrait permettre aux deux Parties de terminer l'échange de leurs pièces de procédure dans un espace de temps assez bref ;

Considérant que les Parties n'ont pas fait parvenir à la Cour, conformément à l'article 32 du Règlement, de proposition commune visant le nombre des pièces écrites à déposer par chaque Partie et la durée des délais qu'il convient de prévoir pour leur présentation ;

Considérant toutefois que, dans les conditions relatées ci-dessus, il convient de compter avec la possibilité que les Parties désireront ultérieurement renoncer à leur droit de présenter des répliques et des dupliques écrites ;

Considérant que les deux requêtes ont fait l'objet des communications prévues par l'article 40 du Statut et l'article 36 du Règlement,

LA COUR

1) joint les instances relatives au statut juridique de certaines parties du Groënland du Sud-Est introduites le 18 juillet 1932 respectivement par le Gouvernement norvégien et par le Gouvernement danois ;

2) fixe comme suit les délais de la procédure écrite dans l'affaire dont elle se trouve ainsi saisie, savoir :

pour le dépôt d'un Mémoire par chacune des Parties, le 1^{er} février 1933 ;

pour le dépôt d'un Contre-Mémoire par chacune des Parties, le 15 mars 1933 ;

Whereas, by a letter dated July 26th, 1932, the Agent of the Norwegian Government has made an identical suggestion;

Whereas, accordingly, having regard to the provisions of Article 32 of the Rules, the suit concerning the legal status of certain parts of South-Eastern Greenland brought on July 18th, 1932, should not, at least for the time being, be joined to the suit concerning the legal status of certain parts of Eastern Greenland brought on July 11th, 1931;

Whereas, in their concordant letters of July 22nd and 26th, 1932, the Agents of the Parties have expressed the hope that, in fixing the time-limits, the Court will bear in mind that the main question in issue has already been dealt with in the suit brought by the application of July 11th, 1931, a fact which may enable the two Parties to complete the exchange of their documents of the written proceedings in a fairly short space of time;

Whereas the Parties have not made to the Court any joint proposal, under Article 32 of the Rules, regarding the number of written documents to be filed by each Party and the duration of the time-limits to be fixed for their submission;

Whereas, however, in the circumstances indicated above, the possibility that the Parties may subsequently desire to waive their right to submit written replies and rejoinders must be reckoned with;

Whereas the two applications have formed the subject of the communications prescribed by Article 40 of the Statute and Article 36 of the Rules,

THE COURT

(1) joins the two suits concerning the legal status of certain parts of South-Eastern Greenland brought on July 18th, 1932, by the Norwegian Government and by the Danish Government respectively;

(2) fixes as follows the time-limits for the written proceedings in the case before it:

for the filing of a Case by each of the Parties, February 1st, 1933;

for the filing of a Counter-Case by each of the Parties, March 15th, 1933;

3) se réserve de fixer ultérieurement, si nécessaire, les délais pour la présentation éventuelle de Répliques et Dupliques écrites.

Fait en français et en anglais, le texte français faisant foi, au Palais de la Paix, à La Haye, le deux août mil neuf cent trente-deux, en trois exemplaires, dont l'un restera déposé aux archives de la Cour et dont les autres seront transmis respectivement au Gouvernement royal de Norvège et au Gouvernement royal du Danemark.

Le Président de la Cour :

(Signé) M. ADATCI.

Le Greffier de la Cour :

(Signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

(3) will, if necessary, subsequently fix the time-limits for the submission of Replies and Rejoinders, if any.

Done in French and in English, the French text being authoritative, at the Peace Palace, The Hague, this second day of August, one thousand nine hundred and thirty-two, in three copies, one of which shall be placed in the archives of the Court and the others delivered to the Agents of the Royal Norwegian Government and of the Royal Danish Government respectively.

(Signed) M. ADATCI,
President of the Court.

(Signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar of the Court.